



Une préfecture incompétente ou une milice aux bottes d'un pouvoir autoritaire ? **Les violences policières doivent cesser !**

Mercredi 22 mars, le président de la république a qualifié de « *foule* » la population opposée à la réforme des retraites, et de « *factieux* » les manifestant·e·s, dévoyant complètement, par ces insultes, le rôle qui lui donnent les institutions du pays. Ce signal de perte de légitimité s'est répercuté le soir même à Lille dans la façon dont la préfecture du Nord conçoit le maintien de l'ordre. Ainsi, des cortèges de jeunes manifestant·e·s ont été régulièrement nassés, quoique l'utilisation du nassage ait été condamnée par le Conseil d'État, et niée par le préfet lors d'une rencontre avec les organisations syndicales. Sans rapport avec un objectif de maintien de l'ordre, la pratique de l'intimidation des jeunes manifestant·e·s s'est installée : propos déplacés, méprisants ou insultants, contrôles d'identité à la sortie d'une nasse, intimidation physique.

Jeudi 23 mars, lors de la manifestation intersyndicale unitaire contre la réforme des retraites, qui a réuni un nombre record de manifestant·e·s (quelque risible que soit le chiffre de la police), de nombreuses personnes ont eu elles aussi la confirmation des choix dévoyés de la préfecture.

En effet, deux ou trois bandes de policier·e·s casqué·e·s et brandissant des matraques ont mis la pression sur une partie du cortège, en le collant ou en y entrant subitement. Cette tactique de la provocation est allée crescendo jusqu'à des incursions dans la manif à coups de matraque, dès la rue Nationale – avec une utilisation abondante de gaz lacrymogène. Une tactique menaçante d'ailleurs si désordonnée qu'un policier de la BAC a lui-même copieusement bavé sur la chaussée après une opération couplant matraquage et gazage. Soit on a des génies incompris à la préfecture, soit celle-ci ne tient plus ses troupes.

Une interpellation au moins semble avoir eu lieu sur ce mode pendant la manifestation. Ces méthodes policières montrent la mise en place d'une stratégie de la tension, pour tenter de décrédibiliser la mobilisation, après le passage en force de ce texte illégitime au moyen d'artifices institutionnels. On s'interroge aussi sur la « déontologie », quand au passage de deux Gilets Jaunes tenant un drapeau français, on entend de la part de policier·e·s de la BAC : « *regarde-les ces fils de pute, ils osent même le drapeau français* ». La manifestation, très massive, s'est pourtant déroulée pacifiquement.

En fin d'après-midi, alors que la manifestation finit d'arriver place de la république, et qu'une fanfare joue encore avec brio des airs de manifestation, des propos inaudibles sont prononcés au mégaphone par un gradé – des sommations, peut-être. Peu de gens ont vu la scène et personne à notre connaissance n'a entendu quoi que ce soit. Immédiatement après, la place de la république est inondée de gaz lacrymogène, une charge se prépare, et la BAC se met en chasse. La police a même agressé les manifestant·e·s encore sur la place ou qui y arrivaient au canon à eau.

A partir de ce moment, la confusion a été de mise. De très nombreux jeunes et très jeunes manifestant·e·s ont été pris·e·s pour cible par les nervis de la préfecture : charges sur des groupes, lancers compulsifs de grenades lacrymogènes, bandes casquées surexcitées chassant des manifestant·e·s au hasard, et même déchaînement d'agressivité de la part de policier·e·s « voltigeurs » à deux sur une moto, avec gazeuse, arme et matraque.

Dans ce contexte de violence policière contraire à la notion de maintien de l'ordre, une jeune personne au sol a été victime d'un tabassage à la matraque. Comme les deux individus à brassard remontaient sur leur moto, l'air satisfait sous leur casque, la victime a hurlé « vous m'avez fait très mal ». Les individus violents ont ricané, et éructé : « *c'est pas des câlins* ».

Ces pratiques violentes sont inadmissibles. Il est inacceptable et inquiétant, d'autre part, que la police cible de façon si évidente les jeunes ou très jeunes manifestant·e·s. La préfecture doit revoir au plus vite ses dispositifs incompatibles avec la notion de démocratie ou même l'objectif de maintien de l'ordre. Les militant·e·s à la base syndiqué·e·s et non syndiqué·e·s condamnent ces déviances autoritaires et expriment leur totale solidarité avec les jeunes manifestant·e·s.